



Décision individuelle

N° 2024-385

Pétitionnaire : société HBG France (marque Hélicoptères de France) pour le compte de la société EDF-DTG, représentée par M. CHAUMAT Cédric
Adresse : Siège d'exploitation - Aérodrome du Versoud (Grenoble)
Nature de la demande : Survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de Parc national
Nom du projet : Dépose de personnel et matériel pour la maintenance d'un capteur à rayonnement cosmique
Localisation : pylône métallique situé à côté des cabanes de Sanguinière, commune d'Entraunes

La Directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68 ;

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15 ;

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités n°3 et n°29 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée le 08 octobre 2024, complétée le 10 octobre 2024, par Monsieur CHAUMAT Cédric, représentant la société EDF-DTG,

Considérant que la demande concerne le changement d'un capteur à rayonnement cosmique d'un site de mesure utilisé par EDF pour la gestion et la sûreté de ses ouvrages hydrauliques sur toute la chaîne aval du bassin du Var et que cette maintenance est réalisée sur un équipement existant, sans surélévation ni construction complémentaire,

Considérant ainsi qu'il n'est pas porté atteinte au caractère du Parc,

Considérant que les dates envisagées des survols sont compatibles avec les dispositions de la modalité n°29 d'application de la réglementation,

Considérant qu'à la date envisagée, les ongulés sauvages – dont le Bouquetin des Alpes-, sont particulièrement sensibles à tout dérangement, en conséquence de quoi il convient d'adapter les modalités de vol afin de limiter l'étendue géographique du dérangement occasionné,

Considérant la nécessité d'encadrer l'activité pour garantir son concours ou sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et garantir la conservation du caractère de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande

La société HBG France (marque Hélicoptères de France) [n°SIREN : 320 228 570], représentée par Monsieur BLANC Renaud, Président directeur, est autorisée à effectuer des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national, pour le compte de la société EDF-DTG, représentée par M. CHAUMAT Cédric, afin de déposer du personnel et du matériel pour la maintenance d'un capteur à rayonnement cosmique sur un pylône métallique situé à proximité des cabanes de Sanguinière sur la commune d'Entraunes.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1 Éléments d'identification

nom du pilote : M. Arnaud SAGE
type d'appareil : Écureuil B3 de couleur Bleu et blanc
n° de l'appareil : F-GZAC

2.2. Nombre de rotations autorisé : 1

2.3. Lieu de dépose autorisé : pylône métallique situé à proximité des cabanes de Sanguinière

2.4. Les trajectoires de vol seront strictement réalisées conformément aux plans annexés à la présente.

Sauf cas de force majeure relevant de la sécurité du vol, aucune autre trajectoire de vol entre les lieux de départ ou d'arrivée n'est autorisée à moins de 1000 m du sol au-dessus du cœur du parc national (pas de vol de liaison directe à moins de 1000 m du sol).

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour la date du **vendredi 11 octobre 2024.**

En cas d'intempéries, le report des survols **après ces dates** est autorisé sous réserve d'informer le chef de service territorial concerné, 24h à l'avance par courriel ou contact direct.

Aucun report n'est autorisé après le 15 octobre 2024.

- Service territorial Haut-Var Cians

Cheffe de service : DENTZ Clémentine (clementine.dentz@mercantour-parcnational.fr)

adjoint : LOIREAU Jean-Noël (jean-noel.loireau@mercantour-parcnational.fr)

accueil : 04.93.05.59.43 / 06.24.70.22.29

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées à aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 10 octobre 2024

La Directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Sandrine GRANDFILS

Copies :
- service territorial Haut-Var-Cians

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.



ANNEXE - DECISION N° 2024-385 PLAN DE VOL "DZ" --> "PYLONE EDF - SANGUINIÈRE"

